

Ouverture à Bujumbura de la 10ème conférence de l'AFMIN

@rib News, 10/10/2011 â€“ Source XinhuaLa 10ème conférence du Réseau africain des institutions de microfinance (AFMIN) a ouvert ses travaux de 5 jours lundi à Bujumbura, capitale du Burundi. Le forum, qui a pour thème "la crise économique et sociale", réunit environ 150 participants de 25 pays africains, a convoqué le président du conseil d'administration de l'AFMIN, le Sénégalais Ousmane Thiongane.

Il a fait savoir que l'AFMIN est la plus grande association de microfinance en Afrique représentant plus de 1.118 institutions de microfinance africaines servant plus de 18 millions d'emprunteurs "pauvres mais actifs". Le président de l'AFMIN a déploré que six ans après la création de "l'année internationale du microcrédit" par les Nations Unies en 2005, les Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD) restent contrariés par la grave crise économique et financière de ces trois dernières années et dont les effets pourraient être ressentis au-delà de 2012. A propos du thème du forum, M. Thiongane, l'AFMIN a voulu faire sienne les préoccupations de tout les pays du monde entier en général et du continent africain en particulier, face aux graves conséquences de la crise financière internationale mues très rapidement en une crise économique et financière: récession, hausse du chômage, hausse des prix des denrées alimentaires, baisse de transfert d'argent, etc. M. Thiongane a appelé ses pairs africains à remettre en cause "certaines de leurs pratiques" et de se lancer avec audace dans la finance responsable, à savoir celle qui est sociale, exploite au mieux les opportunités de la croissance du secteur et stabilise l'économie nationale. Il a plaidé pour une mise à contribution des nouvelles technologies de l'information et de la communication (TIC) pour améliorer la productivité et réduire les coûts de transaction avec les clients. Pour être plus attractifs aux partenaires au développement, aux investisseurs privés et aux banques commerciales, a-t-il conseillé, l'AFMIN devrait rendre le secteur "plus inclusif et plus transparent".